

24 septembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme, à New York le 24 septembre 2014.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames Messieurs,
Chers collègues,

Je voudrais d'abord remercier le Président Obama et l'ensemble des membres du Conseil de sécurité pour vous être associés à la peine du peuple français dans l'épreuve qu'il traverse. En effet, Hervé Gourdel, qui était un ressortissant français, qui allait faire son loisir préféré, de la montagne en Algérie, était retenu comme otage depuis dimanche et il a été assassiné, dans des conditions effroyables, puisqu'il a été décapité.

Ce n'est pas la première fois que la France est touchée par des actes terroristes et elle n'y a jamais cédé. Elle en sort à chaque fois plus forte et plus solidaire. D'autres pays aussi ont été frappés par cette barbarie. Il y a encore quelques jours, deux Américains, un Britannique, ont été traités de la même façon, aussi cruelle. Et il n'y a pas de nationalité qui compte, toutes les victimes du terrorisme méritent le respect et méritent l'hommage que nous devons à leur mémoire. Il n'y a pas de religion qui compte. Toutes les victimes sont égales devant, hélas, la brutalité du terrorisme.

Le terrorisme n'est pas une réalité nouvelle, depuis des années nous l'affrontons, mais il a pris une dimension, il a une prétention. Il veut conquérir des territoires, il veut organiser des Etats, il veut soumettre des populations, il frappe des populations civiles, des femmes, des enfants. Il a de nouveaux noms, il ne s'appelle plus seulement al-Qaïda ou Aqmi, mais Boko Aram ou « Daech ». Justement, « Daech » est l'incarnation la plus récente de cette folie terroriste. Son caractère est nouveau en ce sens qu'il a la volonté de conquérir, et aussi d'attirer un nombre croissant de nos concitoyens où qu'ils soient, pour rejoindre ce combat. Il attire des populations souvent jeunes et de toutes nationalités. Et pas simplement comme il est dit souvent d'origine musulmane. Même si l'islam n'a rien à voir dans ce combat.

Aucun de nos pays n'est à l'abri et aucun, même lointain. Il y a des tentations et il y a Internet qui fait que le réseau s'organise. Chaque jour, des hommes, des femmes et mêmes des enfants, des familles entières partent pour rejoindre le combat de « Daech ». Et c'est une mise en cause de notre propre sécurité. Tout à l'heure, le président Obama parlait de 15 000 combattants étrangers. Parmi ces 15 000, il y a 1 000 Français - ou résidant en France - en Syrie et en Irak, et ce chiffre est en augmentation de 50 % depuis le début de l'année. Ce qui est vrai pour la France est vrai pour l'Europe toute entière.

Donc notre réponse doit être globale et elle doit être rapide et elle doit être durable. D'abord nous devons prendre des mesures dans chacun de nos pays. La France de ce point de vue a adapté sa législation et un texte est en discussion au parlement. Il vise à prévenir, à empêcher le départ d'individus, à les interdire même, quand il y a des raisons sérieuses de penser que le déplacement a une finalité terroriste. Il y a aussi une volonté de mettre en cause la propagande terroriste sur Internet et les sites qui appellent à la haine seront fermés. Enfin, notre législation organisera la lutte contre les filières car ces combattants étrangers ne partent pas seuls et ils partent parce qu'ils sont dans un réseau, et qu'il y a à côté aussi des organisations qui les conduisent jusqu'à la zone des combats.

jusqu'à la zone des combats.

Aujourd'hui, c'est un moment très important avec l'adoption par le conseil de sécurité d'une nouvelle résolution sous chapitre VII. Cette stratégie que nous avons définie, est une stratégie mondiale pour lutter contre le terrorisme, en appréhendant pas simplement le phénomène des combattants étrangers mais de toutes les filières qui amènent des jeunes ou des moins jeunes, mais souvent des très jeunes, à aller là où ils n'ont aucun intérêt à s'y rendre. Nous devons renforcer le dispositif juridique international et cette résolution est aussi un message de fermeté et d'unité de la communauté internationale tout entière.

Nous avons une menace commune, nous avons une réponse commune. Elle est multiple.

Militaire, et nous avons les uns les autres à prendre nos responsabilités - la France l'a fait pour répondre aux demandes des nouvelles autorités irakiennes et je salue le Premier Ministre de l'Irak. La réponse elle est aussi politique, elle est aussi économique, elle est humanitaire. Mais notre réunion est aussi un acte de volonté. Nous devons lutter contre tous les trafics, je dis bien tous les trafics. Car ce sont les trafics qui financent le terrorisme, et jamais ces groupes n'ont été aussi puissants, aussi fortunés, aussi alimentés, aussi armés.

Donc, nous devons avoir, une réponse qui puisse non seulement lutter contre les influences, les embrigadements mais aussi contre les sources de financement du terrorisme. Enfin, nous devons mener cette stratégie en respectant le droit et les libertés, nous devons le faire en respectant les religions et notamment l'Islam. Nous devons le faire en luttant contre les causes du terrorisme : le désespoir, la misère, les inégalités, tout ce qui engendre le fanatisme. Nous devons le faire sans faiblesse aucune, mais en même temps avec l'intelligence que donne la démocratie.

Contre la barbarie, la force est non seulement nécessaire mais elle est légitime, et en même temps elle ne suffit pas, il nous faut apporter des solutions politiques pour assécher les sources mêmes de ce qui fait le terrorisme et la France y prendra toute sa part. Merci.